

PRELIMINAIRE.

Le débat national est une charge de travail supplémentaire pour l'administration centrale et pour les établissements en période de conseils de classe. Le rapport surcharge de travail/efficacité est-il intéressant ? Quel est le coût final de l'opération, financier et humain ? On remarque qu'aucun représentant des mouvements pédagogiques n'est présent dans la Commission.

AVIS SUR LES GRAPHS.

Maîtrise de la lecture :

Quelle lecture ? probablement lecture compréhension. Il semble qu'il y ait d'abord acquisition puis perte ; l'école est donc mise en cause ; les méthodes d'apprentissage de la lecture également.

Globalement, l'analyse des graphes proposés semble indiquer que les résultats obtenus ne sont pas en relation directe avec les dépenses consenties. Vérité ou manipulation ? Le graphe nombre d'élèves par enseignant ne signifie rien, il est trop global. Une tendance à comparer ce qui n'est pas comparable est constatée !

L'étude des graphes provoque de nombreux questionnements de la part des parents ; les enseignants donnent les réponses. Les parents sont avides de savoir comment fonctionne l'école actuellement, preuve du manque d'information en ce domaine.

Le saucissonnage en année scolaire est critiqué, ainsi que le saucissonnage disciplinaire. On insiste sur le fait que la maîtrise du français est primordiale et nécessaire pour les autres matières.

Le problème de la dyslexie préoccupe beaucoup les parents ; il concerne deux ou trois pour cent de la population scolaire. Le dépistage, réalisé en C.P n'est pas encore systématique. On manque surtout de moyens humains. La formation des enseignants est insuffisante. Un parent s'indigne : « Il faut un RASED digne de ce nom ! ». L'unique heure hebdomadaire est inopérante. La question se pose de savoir jusqu'à quel point on peut ou on doit garder un enfant à l'école. L'acharnement pédagogique existe-t-il ?

Les structures de type SEGPA EREA qui fonctionnent relativement bien sont en nombre insuffisant. Au niveau de l'admission dans ces structures, on se heurte trop souvent à l'hostilité des parents dont l'acceptation est réglementaire.

De même l'intégration des enfants handicapés est le plus souvent difficile. Un apprentissage adapté au handicap doit être envisagé sinon on retombe dans le cycle infernal négatif.

S'agissant de l'évaluation, la confusion évaluation/notation existe encore dans les esprits des parents. L'évaluation peut être individuelle ou collective, mais pour les élèves ou les personnels il s'agit de bien définir et communiquer les critères retenus.

La société évolue ; l'école se doit d'évoluer aussi. Il faut envisager une autre façon d'apprendre : sortir de l'école, avoir un regard sur l'extérieur, l'école n'étant plus le seul lieu d'apprentissage. Les dispositifs (aide au travail personnalisée, IDD, soutien) et les projets contribuent à cette évolution encore trop timide d'après les usagers. Encore faut-il que des moyens humains horaires et financiers soient mis à disposition des établissements. Dans ce domaine, de nombreux regrets sont exprimés : on considère généralement que l'administration supérieure n'apporte aucune aide

S'agissant des redoublements, les participants regrettent que l'E.N ait un objectif chiffré alors qu'il s'agit en fait de problèmes humains. L'inadéquation ou l'opposition humain/gestion est mise en exergue.

Généralement, les élèves reconnaissent travailler pour la note. Les parents souhaitent une évaluation plus formative en termes de compétences (Dans ce domaine l'enseignement primaire a de l'avance....). Les enseignants approuvent : pour enseigner, la foi est absolument nécessaire ce qui pose le problème des critères de recrutement des maîtres ; il faut laisser mûrir l'enfant (travail à rythme personnalisé) ; les programmes sont souvent trop ambitieux.

S'agissant des relations parents-enseignants, les participants souhaitent encore amplifier le dialogue existant localement. Le projet d'établissement qui prévoit la présence des parents à la partie du conseil de classe concernant leur enfant, est plébiscité car il favorise le dialogue et la transparence. Certains parents ne participent pas aux diverses réunions ; il s'agit en général des parents des élèves les plus en difficulté, ceux que les enseignants souhaitent rencontrer Le collège représenterait pour eux un lieu d'intimidation.... Dans les relations parents-collège, il ne s'agit pas de contester (c'est facile), mais de construire ensemble. Les élèves ne sont pas exclus de ce processus : il convient de leur donner la parole dans un cadre précis (heure de vie de classe) en insistant sur l'apprentissage du nécessaire respect d'autrui, de la citoyenneté. Dans ce domaine, comme dans d'autres, le ministère préconise souvent l'engagement d'actions qui se réalisent déjà en établissements depuis longtemps.

Un établissement doit avoir une taille humaine pour permettre un dialogue positif et efficace. L'école, reflet de la société, ne peut cependant pas tout. Pour aider les enfants défavorisés, l'ouverture de petits internats dans de petites structures serait la bienvenue. L'internat permet à ce type d'élèves de profiter de possibilités non offertes dans le milieu familial : hygiène de vie, sommeil, repas convenables, aide aux devoirs, encadrement favorisant, accès aux documents, pratique sportive.... L'assemblée est d'avis que les transports scolaires ont tué l'internat et la possibilité d'organiser des études du soir, par ailleurs en diminution faute de moyens horaires.

Le problème des jeunes sortis du système scolaire sans qualification est abordé. Doit-on faire une distinction entre qualification, diplôme et compétences ? On constate que l'âge de rentrée dans la vie active recule fortement, que les élèves en refus d'école restent dans les établissements inutilement et ne passent pas d'examens. Se pose le problème de la performance de l'école ! Est-elle directement liée à la qualité des enseignants ? Les différents concours de recrutement parviennent-ils à sélectionner les bons candidats ? Le nombre de postes mis en concours est-il suffisant ? La formation pratique, presque inexistante, doit être revue en insistant sur l'apprentissage du travail en équipes interdisciplinaires, en valorisant la psychopédagogie. La formation continue, limitée à 5 jours par an, est très insuffisante. De nombreuses demandes restent insatisfaites. Dans de nombreux établissements le corps professoral n'est pas stable : trop de postes provisoires, trop de services partagés, trop de personnels nommés loin de chez eux, trop d'enseignants contractuels ou vacataires ne favorisent pas le suivi des élèves et des projets.

Réflexion sur l'enseignement différencié. Comment garder tous les élèves (y compris les élèves en refus d'école) au collège en différenciant l'enseignement ? Une grande inquiétude des enseignants et des parents apparaît car on ignore les modalités exactes de la nouvelle 3^{ème}. Comment concilier, dans la même classe, l'apprentissage d'enfants aussi différents ? L'assemblée insiste sur le fait que trop d'importance est accordée aux enseignements théoriques au détriment des enseignements pratiques pourtant utiles à tous.

Les programmes actuels sont trop ambitieux et s'adressent en fait aux élèves qui manient le verbo-conceptuel avec aisance, c'est-à-dire à une minorité. Un enseignement plus concret est réclamé. Comment gérer l'absence de certains élèves pour stages alors que les autres continuent à progresser dans le programme ? Le retour des stagiaires semble bien difficile ! de l'avis général, ce n'est pas une nouvelle 3^{ème} qu'il faudrait, mais une nouvelle 6^{ème}. Le passage par la voie professionnelle serait bien utile pour tous.

La différenciation des élèves devrait commencer dès l'enseignement primaire : elle permettrait de laisser grandir les enfants à leur rythme, de consolider les acquis par un enseignement plus concret, de donner davantage de place à l'expérimentation. Pour cela, il faut consentir des moyens humains et financiers, une véritable formation pour les maîtres et prévoir des locaux adaptés Les connaissances doivent reposer sur du sensible, du vécu. Le principe des 7 semaines de travail est approuvé par une majorité de l'assemblée. Le repos en milieu de semaine (mercredi) pourrait être abandonné au profit de journées plus légères.

La fixation des congés ne se fait pas dans l'intérêt de l'apprenant, mais pour le profit de l'hostellerie....

La concentration des horaires et des jours est néfaste mais permet des économies de transport.

On s'aperçoit que l'élève n'est pas au centre du système !

Il convient bien sûr de restaurer l'autorité afin de mieux tenir les enfants ; le dialogue avec les parents est absolument nécessaire pour parvenir à cet objectif. Il faut impliquer davantage les familles (dès le primaire). Les problèmes actuels d'incivilité ne se résolveront qu'en augmentant le nombre d'adultes référents (vie scolaire, infirmières, assistantes sociales, assistants d'éducation...)

On admet que les élèves actuels sont trop sollicités par l'extérieur (télévision, associations sportives ou culturelles...) ; il faut leur laisser le temps de souffler, de rêver, de vivre. Très souvent les week-ends représentent un surcroît de fatigue . Au collège, les devoirs à la maison devraient être supprimés et remplacés par des études surveillées en fin de journée pour tous. Elles permettraient de réaliser un travail sur la méthodologie oh combien nécessaire. Mais pour ce faire, il faut des moyens humains et financiers. Faute de quoi de nombreux élèves confondront encore agenda et journal intime et ne sauront pas utiliser intelligemment le cahier de texte.....

Le cloisonnement disciplinaire n'a plus de raison d'exister : un travail en équipe avec l'apport des familles autour d'un projet commun est souhaitable. Formation et moyens sont nécessaires pour mettre en œuvre cette nouvelle école.